



## DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA EDUCATION AU CDEN de Haute-Savoie du 27 juin 2023

---

**Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du département, Monsieur le Directeur académique, mesdames et messieurs les membres du CDEN**

Depuis la promulgation de la loi réformant les retraites, le Président de la République s'est engagé dans une course folle pour remplir les 100 jours qui le séparent de son allocution du 14 juillet d'annonces successives, déconnectées des réalités comme des besoins. Il manifeste par là même une précipitation qu'il confond avec l'action et dont les retombées sur notre système éducatif sont inquiétantes.

Pour l'UNSA Éducation, le traitement des questions éducatives, comme d'autres malheureusement, est devenu préoccupant et intenable. Gouverner sans gouvernail réduit les politiques publiques à simplement administrer, et encore cela est devenu pour l'essentiel impossible.

Pour être en mesure d'annoncer tous azimuts deux ou trois floppées de mesures hebdomadaires, le gouvernement s'est abandonné à ne plus penser ni les besoins réels de notre pays, ni les réalités de la chose publique, pour abdiquer sa fonction première et se muer en agence de communication et d'annonces, sans se préoccuper des effets induits sur le système et plus largement sur notre société.

Nous avons besoin d'un agenda social qui travaille sur le fond et favorise le dialogue social dans la réflexion sur les besoins.

**La mise en œuvre à marche forcée du pacte, la réforme de la voie professionnelle pensée autour de « super-pactes » avec en plus des annonces floues ou anxiogènes sur la disparition de filières, la création du bureau des entreprises, la gratification des PFMP, l'organisation en urgence d'une journée de sensibilisation contre le cyberharcèlement dans les classes de collège en pleine période de conseils de classe, d'organisation des examens et de préparation de la rentrée, la mise en place du SNU sur le temps scolaire, sont autant de sujets qui, pêle-mêle, viennent percuter la préparation de la rentrée scolaire, accroissant les mises en tension du système et les confusions de tous ordres.**

**A cela s'ajoute le rapport de la cour des comptes du 1<sup>er</sup> juin, au sujet de l'enseignement privé sous contrat. Pour l'Unsa éducation, ce rapport est alarmant quant aux manquements de l'Etat puisque le financement de ce type d'enseignement est à plus de 77% issu de l'argent public et que, par ailleurs, nul ne contrôle son utilisation ni le bénéfice supposé de cette dépense. Au SE-Unsa, nous sommes profondément attachés à une utilisation rigoureuse et optimal de l'argent public et à une utilisation qui respecte les enjeux d'une mixité sociale. C'est pourquoi, nous avons sollicités par courrier Monsieur le Préfet Monsieur le DASEN, premièrement pour nous présenter en instance tout document permettant de lever les interrogations légitimes que nous avons au sujet des moyens alloués à l'Enseignement privé sous contrat : ventilation du BOP 139, mesures de carte scolaire du privé et présentation des subventions publiques. Ensuite, pour ce qui relève des contrats d'associations de ces établissements, nous comptons sur votre vigilance pour que soient vérifiées et appliquées les conditions de ces contrats. Ils doivent être revus régulièrement en prenant en compte les évolutions de la législation.**

Face à cela, l'UNSA Éducation dénonce avec la plus grande fermeté, la perte de vue de l'intérêt du service public d'éducation, et surtout celui des élèves, et cela alors que tous les indicateurs sont au rouge : aussi bien en ce qui concerne l'absence d'équité de notre système, l'épuisement des personnels quels que soient leur filière, secteur ou

fonction, et la perte du sens que ces derniers mettent dans leurs missions sans oublier enfin le déficit d'attractivité de nos métiers.

**Le pouvoir politique, non seulement s'entête, mais également s'obstine à faire le contraire de ce dont a besoin notre système** : de la concertation, de la réflexion, du consensus et du temps, autre que le temps politique, pour mettre en œuvre les réformes nécessaires, en dehors de visées dogmatiques et d'objectifs de basse politique.

**Pour l'UNSA Éducation,**

**Emmanuel FUSS**

**Jean-Michel FRANÇOIS**